

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 05/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FRIGOPOLIS**

ZAC de Gabardie  
1 Impasse Marthe Condat  
31200 Toulouse

Références : 2024-006  
Code AIOT : 0006809361

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement FRIGOPOLIS implanté ZAC de Gabardie, au 1 Impasse Marthe Condat à Toulouse (31200). L'inspection a été annoncée le 26/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle qui fixe, pour cet établissement, une fréquence de contrôle annuelle. La visite a particulièrement porté sur les suites données à l'inspection du 21 novembre 2022, la traçabilité des déchets et les rejets atmosphériques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRIGOPOLIS
- ZAC de Gabardie 1 Impasse Marthe Condat 31200 Toulouse
- Code AIOT : 0006809361
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FRIGOPOLIS est autorisée à exploiter une installation de regroupement, tri et traitement (démontage, broyage et récupération des gaz de réfrigération) de réfrigérateurs et de congélateurs (appelés GEM froid) par arrêté préfectoral pris le 01/09/2014. Il relève à ce titre des rubriques n° 2711 (enregistrement) et n° 2790 (autorisation) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le site relève également de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », au titre des rubriques n° 3510 (élimination ou valorisation des déchets dangereux) et n° 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) de la nomenclature des ICPE.

Les opérations de traitement comprennent une première phase de dépollution des GEM froid qui consiste à démanteler les équipements intérieurs des appareils (verre, plastique), enlever les câbles électriques, les moteurs, etc. et à vider les appareils des fluides réfrigérants et des huiles contenues dans les compresseurs.

Les opérations de broyage, qui constituent la deuxième phase de traitement, sont effectuées sous atmosphère inerte (azote) du fait de la libération du pentane contenu dans les mousses isolantes des GEM Froid.

Les fluides réfrigérants sont aspirés et récupérés par un système de cryo-condensation à l'azote.

Les résidus issus des opérations de broyage (plastiques, métaux ferreux et non ferreux, pellets) sont ensuite criblés et triés, puis stockés avant évacuation vers les différentes filières de valorisation.

L'entreprise a été reprise par le groupe SIRMET qui dispose actuellement de 12 sites en France (essentiellement dans le Sud-Ouest), spécialisée dans le recyclage des DEEE, VHU, ferrailles métaux.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la visite précédente
- traçabilité des déchets
- rejets atmosphériques
- MTD relatives au traitement des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Suites inspection 2022 (Zones de stockage)	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.3.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Suites inspection 2022 (Détection incendie)	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.3.6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Suites inspection 2022 (Zones de stockage)	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 5.1.3
7	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
9	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.2.3
10	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 3.1.1
15	MTD applicables aux installations de	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 –

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
	traitement de déchets	IX

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Suites inspection 2022 (Rejet eaux pluviales)	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 4.3.9
5	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
6	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 3.2.2
11	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 3.1.5
12	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 3.2.1
13	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 8.2.1
14	MTD relatives au management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2
16	MTD applicables aux installations de traitement mécanique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 – I
17	MTD applicables aux installations de traitement mécanique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 – II

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a entraîné la formulation de 7 non-conformités. Les non-conformités relatives aux installations de détection et d'extinction incendie entraînent une proposition de mise en demeure (fiche de constat n°3 et 4). Pour les autres non-conformités, l'exploitant doit transmettre les éléments dans les délais impartis, sans réponse, ces non-conformités pourront faire l'objet d'une proposition de mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suites inspection 2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zone de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage est interdit à moins de 5 mètres de part et d'autre de l'aplomb de la ligne à haute tension.[...]</p> <p>Les GEM froid avant broyage sont stockés sous forme d'îlots de matières séparés par des distances supérieures aux distances des effets dominos entre les différents stockages définies dans l'étude de dangers du site, et reprises dans le tableau de l'annexe III. Ces îlots sont limités à 4,8 m de hauteur, correspondant à l'empilement horizontal de 8 GEM froid, et sont matérialisés par un marquage pérenne au sol. Sont stockées au maximum, et selon les dispositions de l'étude de dangers du site et le plan en annexe II, les quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• GEM froid à dépolluer : 9100 appareils (450t) maximum répartis par îlots d'au maximum 220 m² ;</li> <li>• GEM froid – phase 1 réalisée : 2200 appareils (82t) maximum</li> </ul>

Les types et quantités de déchets produits à l'issue des opérations de dépollution, et entreposés sur le site, ne dépassent pas les quantités mentionnées à l'article 5.1.7. Les implantations des stockages de déchets sont indiqués sur le plan en annexe II. Les GEM froid contenant de l'ammoniac ne sont pas traités sur site et sont stockés sous couvert dans une zone non confinée.

[...]

Les mousses polyuréthane sous forme de pellets sont stockées, en sortie de traitement, dans une première alvéole couverte (stockage PMS au maximum 3t). Celle-ci est vidée chaque soir. Les pellets sont ensuite stockés dans une zone composée de 3 îlots séparés (abri pellets), couverts et disposant d'un dispositif de détection de départ de feu et d'une extinction automatique asservie à la détection. Ces dispositifs sont secourus et peuvent fonctionner en toute circonstance. La répartition dans les 3 îlots s'effectue ainsi : étalage de la production du jour J dans le premier îlot, étalage de la production du jour J+1 dans le deuxième îlot, étalage de la production du jour J+2 dans le troisième îlot et ainsi de suite jusqu'à leur évacuation du site. Ce fonctionnement est décrit dans une procédure tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet de vérifications journalières.

Les fluides frigorigènes récupérés après traitement sont stockés, hors zone d'effet dominos figurant dans l'étude de dangers du site, en réservoirs manufacturés (8 bouteilles de 800 litres, soit 600 kg chacune) conçus et contrôlés pour assurer l'évacuation de toute surpression. Les autres déchets mentionnés à l'article 5.1.7 sont stockés en bennes étanches ou dans des contenants équivalents.

#### Constats :

Lors de la visite des installations, il a été constaté le respect des zones de stockage pour les stockages de GEM froid et la matérialisation au sol des différents îlots de stockage. Les quantités de GEM froid à dépolluer stockés sont inférieurs aux quantités définies ci-dessus. La non-conformité sur le respect des zones de stockage, relevée en 2022, est levée.

À proximité des îlots de stockage de GEM froid de la zone 3 (plan annexe II de l'arrêté préfectoral du 25/10/2021), des bennes de stockage de déchets sont présentes mais l'inspection a constaté qu'il ne s'agissait pas de déchets combustibles. **Afin de s'assurer qu'aucun produit combustible ne soit stocké dans la zone des effets domino liés à un incendie de la zone 3, l'inspection demande à l'exploitant de signaler sur les bennes déchets le type de déchets pouvant être stockés (ferrailles...).**

**Par ailleurs, aucune procédure ne décrit le mode de fonctionnement de l'abri pellets, l'exploitant mettra en place cette procédure sous un délai de 1 mois.**

De plus, **l'alvéole n'est pas vidée chaque soir**, elle est vidée en fonction de la quantité présente, environ 2 fois par semaine selon l'exploitant. L'exploitant justifiera sous un délai de 1 mois l'impact de ce fonctionnement sur les risques environnementaux, et en fonction, une modification de l'arrêté préfectoral pourra être envisagée sur ce point.

L'alvéole en sortie de traitement contenait le jour de la visite une quantité importante de pellets, l'exploitant justifiera sous un délai de 1 mois que cette quantité était inférieure à 3 tonnes.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 2 : Suites inspection 2022

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 4.3.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets eaux pluviales

**Prescription contrôlée :** L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le réseau pluvial communal, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètre	VLE en concentration
Matières en suspension (MES)	60 mg/L

	(35 mg/L si le flux est > à 15 kg/j)
Demande chimique en oxygène (DCO)*	180 mg/L (125 mg/L si le flux est > à 100 kg/j)
Carbone organique total (COT)*	60 mg/L
DBO <sub>5</sub>	100 mg/L (30 mg/L si le flux est > à 30 kg/j)
Indice hydrocarbure	10 mg/L
Arsenic (As)**	0,05 mg/L
Cadmium (Cd)**	25 µg/L
Chrome (Cr)**	0,15 mg/L (0,1 mg/L si le flux est > à 5 g/j)
Cuivre (Cu)**	0,5 mg/L (0,25 mg/L si le flux est > à 5 g/j)
Nickel (Ni)**	0,5 mg/L (0,2 mg/L si le flux est > à 5 g/j)
Plomb (Pb)**	0,1 mg/L
Zinc (Zn)**	1 mg/L
Mercure (Hg)**	5 µg/L

**Constats :**  
L'inspection a consulté le résultat des analyses du 21 septembre 2023, deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure ont été réalisés. Ainsi, la non-conformité relevée en 2022 est levée. Les résultats sont conformes aux valeurs limites en concentration définies par l'article ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Suites inspection 2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zone de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b> La zone de stockage, dénommée 'abri pellets' est composée de 3 îlots séparés (abri pellets), couverts et disposant d'une dalle étanche au dol et d'un dispositif de détection de départ de feu et d'une extinction automatique asservie à la détection. Ces dispositifs sont secourus et peuvent fonctionner en toute circonstance.</p> <p><b>Constat visite précédente :</b> La zone de stockage des pellets est composée de 3 îlots séparés par des murets en béton, couverts et disposant d'une dalle étanche au sol. Des filets de protection sont installés sur le pourtour de l'abri en complément pour limiter les envols. La zone de stockage des pellets est protégée par un système de détection incendie ainsi qu'un dispositif d'extinction automatique asservi à la détection. Au jour de la visite, le système d'extinction automatique était hors service car une partie du réseau de sprinklage avait été accrochée par un cariste. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer sous quel délai les réparations seront effectuées et le système d'extinction automatique de nouveau opérationnel.</p>
<p><b>Constats :</b> Le rapport du contrôle réalisé par la société Uxello le 26 avril 2023 précise que le réseau de sprinklage a été réparé et remis en conformité. La non-conformité relevée en 2022 est soldée. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le contrôle de la détection incendie au niveau de la</p>

<p>zone de stockage pellet.</p> <p>L'inspection a constaté au niveau de cette zone la présence du réseau de sprinklage mais pas de détecteur incendie. Dans l'étude de dangers, il est indiqué que l'extinction automatique sera asservie à la détection incendie. <b>L'exploitant n'a pas pu justifier que le système d'extinction est asservi à la détection incendie.</b></p> <p>Sous un délai de 1 mois, l'exploitant explicitera le fonctionnement de l'extinction automatique et justifiera son asservissement à la détection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Suites inspection 2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des détecteurs adaptés sont installés dans chaque zone à risques du site identifiées par l'exploitant. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les détecteurs installés sont doublés (marque et modèle différents). Cette liste est tenue à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constat visite précédente :</b> Le système de détection incendie ainsi que le système d'extinction de l'abri de stockage des pellets font l'objet d'une vérification annuelle alors que l'article 7.3.6 prévoit une vérification à fréquence semestrielle. De plus, le dernier rapport de vérification, en date de décembre 2021, a été présenté. Celui-ci est peu lisible. Il ne précise pas la nature des vérifications effectuées (absence du compte-rendu d'intervention), notamment si le bon fonctionnement de l'asservissement du système d'extinction à la détection incendie est vérifié. Toutefois, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une nouvelle vérification serait réalisée dans les plus brefs délais, et s'est engagé à respecter les fréquences prévues susvisées.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté le dernier rapport de maintenance de la détection incendie, réalisée par ADS Group. Le rapport date du 9 octobre 2023 et indique que l'installation est en service.</p> <p>Le système de sprinklage a été contrôlé en avril 2023, une seule fois en 2023, et n'est pas testé.</p> <p><b>L'exploitant doit mettre en place un contrôle semestriel du sprinklage et le tester régulièrement.</b></p> <p><b>La détection incendie</b> a été contrôlée en octobre 2023, un second contrôle est prévu d'ici la fin de l'année, <b>l'exploitant transmettra le prochain rapport.</b></p> <p>La liste des détecteurs installés a été présentée sous la forme d'un plan d'implantation du dispositif avec le type de détecteur.</p> <p>Le rapport de contrôle des extincteurs a été présenté, celui-ci n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.</p> <p><b>Lors de la visite il a été constaté que la détection incendie était en dérangement au niveau de la zone 7, l'exploitant n'a pas pu expliquer ce dysfonctionnement.</b> L'exploitant doit mettre en place les actions correctives afin de supprimer ce dérangement ou doit expliquer à l'inspection son origine.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites



<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> L'exploitant utilise désormais des bordereaux de suivi de déchets électroniques. Il a présenté plusieurs BSD électroniques, réalisés via l'application Trackdéchets, notamment pour des condensateurs PCB, du plastique broyé, des GEM Froids et les fluides.  Un cylindre contenant des CFC a été refusé sur le site de traitement car le ratio CFC/pentane n'était pas conforme. L'exploitant a présenté le devis afin de faire intervenir l'entreprise de traitement sur site pour améliorer le ratio. L'exploitant informera l'inspection du traitement de ce cylindre n°85001085, présent sur le site lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets entrants
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection a consulté le registre de déchets entrants, celui-ci n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets sortants
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un



registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté le registre des déchets sortants, celui-ci n'appelle pas de commentaires particuliers de la part de l'inspection.</p> <p>L'inspection a consulté le document d'information (annexe VII) concernant un envoi de ferraille en Espagne chez IBARRETA TXAPARTEGI. Les déchets ont été expédiés le 17 octobre et reçus le 18 octobre, l'annexe VII est correctement renseignée.</p> <p>L'inspection a également consulté l'annexe VII relative au transfert de moteurs de frigo en Espagne. Ces déchets ont été expédiés le 30 août 2023 vers l'entreprise GOIHERRI avec le code déchet 170407, <b>ce code relatif aux déchets de construction et démolition, ne correspond pas aux déchets expédiés. L'annexe VII n'a pas été complétée par l'entreprise espagnole. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du bon traitement de ces déchets.</b> L'exploitant transmet sous 1 mois l'annexe VII complétée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet

Prescription contrôlée :

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse minimum d'éjection en m/s
Conduit d'évacuation	10	0,7	20 000	12

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Constats :

L'inspection a consulté le rapport d'intervention de la société APAVE qui a été réalisé suite au contrôle inopiné des rejets atmosphériques d'août 2023.
La vitesse d'éjection est supérieure à 12 m/s, la moyenne sur les 3 essais est de 17,6 m/s.

Observations :

Le débit nominal est inférieur à 20 000 Nm<sup>3</sup>/h (la moyenne sur les 3 essais est de 17 352 Nm3/h).
Lors du contrôle de février 2023, réalisé par le laboratoire IRH, le débit était supérieur à 20 000 Nm<sup>3</sup>/h.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 9 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés</p>

dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Conduit de l'installation de broyage de GEM froid		
	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux	
		g/h	kg/an
Poussières	5	300	1200
Composés organiques volatils totaux (COV totaux)	15		
Somme des chlorofluorocarbones (CFC) et des hydrochlorofluorocarbures (HCFC)	si flux ≤ 500 g/h : 10 si flux > 500 g/h : 5		

Les valeurs limites s'imposent à la valeur moyenne de 3 mesures consécutives d'une durée minimale de 30 minutes chacune. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

#### Constats :

Le rapport de l'APAVE d'août 2023 montre un dépassement de la concentration maximale autorisée en COV totaux : 51,7 mg/Nm<sup>3</sup> (pour une concentration maximale autorisée de 15 mg/Nm<sup>3</sup>). 3 mesures consécutives, d'une durée minimale de 30 minutes chacune, ont bien été réalisées). Face à ce dépassement, l'exploitant a mis en place un traitement supplémentaire au charbon actif sur le rejet du broyeur. **Un nouveau contrôle a été réalisé par le laboratoire IRH le 13 novembre 2023, mais le rapport n'a pas encore été transmis à l'exploitant au jour de la visite. Celui-ci doit être transmis à l'inspection dès réception.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 10 : Rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 3.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositions générales

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté. Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas mis en place de consignes d'exploitation spécifiques aux installations de traitement des rejets atmosphériques, notamment les contrôles à effectuer sur les dispositifs et les fréquences de changement des charbons actifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 11 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions et envols de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).
<b>Constats :</b> Les pellets sont stockés dans une alvéole maintenue fermée et l'abri pellets (qui est couvert) dispose de filets de protection sur trois côtés afin de limiter les envols. Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté d'envols.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plateforme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles

et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.
<b>Constats :</b> L'installation ne dispose que d'un point de rejet atmosphérique au niveau du broyeur. Les mesures atmosphériques du 10 août 2023 ont été réalisées selon la norme NF EN 15259 et les écarts relevés au référentiel n'ont pas d'impact sur la conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 3.2.3 du présent arrêté doit être effectuée selon la périodicité définie ci-dessous : Semestriel : Débit / Poussières / COVT / HCFC/CFC
<b>Constats :</b> Un contrôle des rejets atmosphériques a été réalisé en février 2023, et le contrôle inopiné a été réalisé en août 2023. La surveillance des rejets atmosphériques est bien effectuée à une fréquence mensuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : MTD relatives au management environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Système de management environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants : 1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ; 2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; 3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ; 4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants : a) Organisation et responsabilité ; b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence ; c) Communication ; d) Participation du personnel ; e) Documentation ; f) Contrôle efficace des procédés ; g) Programmes de maintenance ; h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ; i) Respect de la législation sur l'environnement ; 5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ; b) Mesures correctives et préventives ; c) Tenue de registres ; d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et

<p>a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;</p> <p>6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction ;</p> <p>7. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres ;</p> <p>8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;</p> <p>9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;</p> <p>10. Gestion des flux de déchets (voir le II de l'annexe 2) ;</p> <p>11. Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir le III de l'annexe 2) ;</p> <p>12. Plan de gestion des résidus ;</p> <p>13. Plan de gestion des accidents (voir le VIII de l'annexe 3.1) ;</p> <p>14. Plan de gestion des odeurs (voir le III de l'annexe 3.1) ;</p> <p>15. Plan de gestion du bruit et des vibrations (voir le IV de l'annexe 3.1).</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels. Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société FRIGOPOLIS appartient au groupe SIRMET qui a mis en place un système de management environnemental certifié, mais le site FRIGOPOLIS ne fait pas partie du périmètre de la certification. Le site FRIGOPOLIS est certifié Weeelabex pour la dépollution et le recyclage des DEEE.</p> <p>La politique QSE du Groupe a été présentée, ainsi que la revue de direction du système de management environnemental. Elles sont applicables au site de FRIGOPOLIS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 15 : MTD applicables aux installations de traitement de déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – IX</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan efficacité énergétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ;</li> <li>- déterminant des indicateurs de performance annuelle ;</li> <li>- prévoyant des objectifs d'amélioration périodique.</li> </ul> <p>L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>L'exploitant n'a pas pu présenter de plan d'efficacité énergétique, celui-ci doit être mis en place.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

**N° 16 : MTD applicables aux installations de traitement mécanique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 – I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Techniques spécifiques aux broyeurs de déchets métalliques
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant d'effectuer le broyage des déchets, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- contrôle les déchets entrants, dans le cadre de la procédure d'acceptation, prenant en compte le risque de déflagration ;</li><li>- retire tous les éléments dangereux contenus dans le flux de déchets et les expédie vers une installation autorisée à les recevoir ;</li><li>- s'assure qu'il dispose d'une attestation de nettoyage des conteneurs pris en charge pour être broyés.</li></ul> [...] L'exploitant s'assure que l'alimentation du broyeur est régulée en évitant toute interruption de l'entrée des déchets ou toute surcharge, qui pourrait donner lieu à des arrêts et redémarrages non souhaités du broyeur.
<b>Constats :</b> L'exploitant précise qu'il réalise un contrôle visuel des déchets entrants au moment de la pesée et au déchargement des déchets. De plus, un opérateur est présent au niveau du tapis afin d'alimenter le broyeur et de vérifier visuellement les déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : MTD applicables aux installations de traitement mécanique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 – II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Techniques spécifiques au traitement de DEEE contenant des HFC ou HCV
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant applique un programme de détection et réparation des fuites, conformément au h du VI de l'annexe 3.1. Le traitement des DEEE contenant des HFC ou HCV dans des équipements fermés est effectué sous atmosphère inerte, ou sous ventilation forcée abaissant la concentration des hydrocarbures à moins de 25 % de la limite inférieure d'explosivité.
<b>Constats :</b> Le broyage de GEM Froid est réalisé sous atmosphère inerte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite